

Zeitschrift: Werk - Archithese : Zeitschrift und Schriftenreihe für Architektur und Kunst = revue et collection d'architecture et d'art

Band: 66 (1979)

Heft: 29-30: Export-Architektur = Architecture d'exportation

Artikel: Un cas : Rosso, en Mauritanie

Autor: Atelier d'architecture et urbanisme

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-50792>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ATELIER D'ARCHITECTURE ET URBANISME

Un cas: Rosso, en Mauritanie

Rosso, 25000 habitants, 12000 personnes en véritable bidonville, la zone «Satara», où vivent dans la plus grande misère hommes, femmes et enfants.

Rosso, ville-frontière au bord du fleuve Sénégal, ville sans arbres, à la limite du désert, mais aussi ville en proie

L'ADAUA est une institution africaine d'assistance technique en matière d'habitat. Elle entreprend des actions de développement en liaison étroite avec les collectivités locales, surtout les plus démunies.

Dans ce contexte, et sur demande du gouvernement mauritanien et de la SOCOGIM, société d'Etat de constructions sociales, l'ADAUA va prendre contact avec Rosso, ville qui, aux dires de l'ancien ministre de la Construction, Ahmed Sidi Baba, «est sans aucun doute la plus sale de toute la Mauritanie».

Une mission d'approche composée en grande partie de Mauritaniens fut menée préalablement par l'ADAUA. Bien sûr, il ne s'agissait aucunement de «parachuter» quelques experts à Rosso, mais de bien saisir les besoins de ces bidonvillois.

Après cette mission, le canevas du projet monté, le financement plus ou moins assuré par la coopération internationale plutôt sceptique, une équipe composée principalement d'Africains et de Mauritaniens s'établit à Rosso et créa un Collectif d'Ateliers:

– Atelier d'Etudes sociales

- Atelier d'Architecture et d'urbanisme
- Atelier de Matériaux locaux

Au départ, la technique et la population face à face

La technique: travailler sur les matériaux locaux, réaliser des briques d'autant bonne qualité que le parpaing de ciment, créer une briqueterie et monter quelques logements en matériaux locaux: que les gens voient!

La population: Dans une ville comme Rosso, des ingénieurs et des architectes qui, sur un échafaudage, montrent à des maçons comment réaliser une coupole, cela ne passe pas inaperçu!

Au bout de quelques mois, après les enquêtes socio-économiques d'usage, la population se posait des questions sur l'ADAUA: «Que cherchent-ils?»

L'Atelier d'Etudes sociales dans l'animation urbaine

L'Atelier d'Etudes sociales acheta une tente, la planta dans le bidonville et organisa des séances d'information (fig. 110). La population du bidonville, bernée par

aux inondations à la moindre pluie.

Ces habitants pourront-ils un jour se prendre en charge, tant dans le domaine de l'habitat que dans tous les autres aspects sociaux, culturels et économiques qui sont leur vie et leur devenir?

tant de promesses passées, se montra d'abord prudente puis, n'ayant vraisemblablement rien à perdre de plus, se mit à croire en cette action.

Pour la première fois également, on n'allait pas faire quelque chose pour eux, mais avec eux. Au moins, disaient-ils, nous saurons ce qui se passe.

Les séances d'information furent vite remplacées par des meetings organisés par les comités du bidonville, meetings de travail pour organiser et pour créer une caisse populaire dans chaque quartier, au nombre de sept.

L'ADAUA avait prouvé qu'elle était du côté de la population, et celle-ci savait que par l'intermédiaire de l'ADAUA, les autorités pouvaient appuyer une action. Pour la première fois, les bidonvillois n'étaient plus seuls.

Les autres Ateliers à pied d'œuvre

Par ses propositions d'urbanisation, par ses calculs sur les problèmes d'assainissement, l'Atelier d'Architecture et d'urbanisme avait fini par se rendre crédible auprès des autorités de la capitale et les premiers prototyp-

pes en terre démontrèrent que les ingénieurs étaient capables de joindre la parole à l'acte.

Un an après, en avril et en mai 1978, l'UNESCO vint à Rosso avec ses experts pour filmer l'écroulement d'une coupole en terre.

Les édiles de la ville étaient présents, quelques représentants de la capitale firent 200 km pour voir une coupole céder à la charge. La coupole fut calculée pour une rupture à 10 tonnes. Allait-elle sauter à 300 kg? A 35 tonnes, la coupole tenait toujours et impossible de rajouter de la charge.

L'expérience conquit les autorités et l'ADAUA diminua de moitié l'épaisseur des coupoles suivantes. La construction était si bonne qu'on put enlever tous les murs sans que la coupole tombât.

Le gouvernement annonça que le terrain, qui fut toujours refusé aux habitants des bidonvilles, leur serait alloué pour autant que les constructions soient décentes.

Sécurité foncière et spéculation foncière

Les Ateliers firent un recensement de toutes les tentes et baras-



52 Rosso; vue du village / Rosso; Blick auf das Dorfzentrum.



53 La construction d'une voûte / Bau eines Gewölbes.

ques de Satara; aussitôt les gens apprirent que le terrain leur serait alloué. Certains spéculateurs, afin de se faire attribuer plusieurs terrains, plantèrent des tentes durant la nuit et déplacèrent des baraqués.

Il fallut dès le lendemain louer un avion et photographier la zone. Quinze jours après, photos développées, les plans de tout Satara furent montrés à chaque quartier, sous la tente de l'ADAUA.

La surprise fut grande, car pour la première fois les gens qui ne possédaient pratiquement rien, virent leur baraque représentée sur un plan. Ils existaient sur des documents écrits, donc officiels.

Ce recensement fit apparaître toute la vie de Rosso. Les Ouled Benjouk nomades accoururent pour réclamer des parcelles; les gens de Rosso en voulaient. Le danger était grand, car il fallait combattre la spéculation naissante et la convoitise des possédants. Les comités de quartier se réunirent et mirent sur pied des brigades de vigilance. Ces brigades étaient chargées de faire connaître au gouvernement et à l'ADAUA les profiteurs et les tricheurs.

Maintenant à Rosso, le jeu est clair et ouvert, tout le monde sait quelle sera la pièce jouée par son voisin. La partie semble non pas gagnée, mais en bonne voie. Le président Moktar Ould Daddah visitera Rosso le mois suivant, en juillet 1978.

La briqueterie à froid, puis le coup d'Etat

Pendant ce temps-là, la briquetterie à froid commençait à produire, le premier four était achevé et des briques cuites en sortaient à chaque fournée.

L'école de 35 maçons continuait à fonctionner. Chaque meeting réunissait près de 500 personnes.

Coup d'Etat, début juillet. Les militaires prennent le pouvoir,

couverte-feu, et meetings interdits. Le gouverneur est remplacé. Pour les bidonvillois, l'ADAUA était-elle liée à l'ancien régime?

En août la pluie et des inondations en Mauritanie. A Rosso, 80 cm d'eau dans Satara. Un mort. L'armée évacue les habitants qui campent tout autour de la zone. Cette fois, il ne sera pas question de nous expulser définitivement, «nous campons autour de la zone», proclament les bidonvillois. Dix jours après, tornade et puis les criquets.

Dans le journal mauritanien, Rosso est à l'ordre du jour et en première page. Des reporters s'en mêlent, l'ADAUA écrit beaucoup pour plaider la cause des habitants.

L'assainissement est possible et nous trouverons de l'argent. Des amis au FED (Fonds européen pour le développement), à l'UNICEF et au PAM (Programme alimentaire mondial) annoncent qu'ils soutiendront la population et l'ADAUA pour l'assainissement de la zone.

Octobre: 35 hectares sont alloués à l'ADAUA pour les habitants de Satara. Cinq Caisses populaires fonctionnent. Une de celles-ci commande à l'ADAUA un petit bâtiment pour son grevier à mil. Le ministre de la Construction se rend à Rosso et demande que l'on étende les activités de la briquetterie. Une petite coopérative de fabrication de briques est créée dans le bidonville. Les 12 premiers logements sont en chantier. Un four à chaux se construit afin d'obtenir un stabilisant à partir d'un produit local (coquillages) et permettre aux devises de rester sur place, tout en créant des emplois.

La briquetterie à froid fournit ses premières briques. La première machine hydraulique sera remplacée. Bien que mises au point par nos ateliers, des pièces se grippent et se cassent, d'autres se tordent. On ne peut pas du premier coup penser aux vents de sable, à l'air salin et aux manuten-

tions inappropriées des ouvriers non formés.

La deuxième machine prête pour décembre devra fonctionner comme une horloge. Néanmoins, avec les presses manuelles, la production s'accélère pour atteindre actuellement près de 2000 blocs/jour.

L'équipe de relève, entièrement mauritanienne, en formation, commence à prendre en main certains aspects du projet. Malheureusement, encore une erreur de notre part: on ne forme pas un architecte, un socio-économiste ou un ingénieur en deux ans.

La politique du projet

La population doit être mêlée à toute action dès son départ. Des maquettes d'habitations sont réalisées avec les habitants, un peu d'argile sur une planche de bois et l'on joue à la pâte à modeler.

Les gens comprennent la grandeur, la disposition des pièces et le prix de chaque partie du logement. Des discussions naissent avec les responsables d'Ateliers.

Transport

Un camion fut livré à Rosso. En effet, il faut ravitailler le chantier et, à raison de 60 à 80 tonnes de matériaux par maison, le camion devient indispensable. Malheureusement, les bidonvillois apprennent qu'ils ne peuvent louer ce camion et que celui-ci ne les ravitaillera pas en matériaux. Les bidonvillois ne maîtrisent donc plus un maillon de la chaîne. Des charrettes à chevaux furent fabriquées et le petit ravitaillement s'effectua en charrette. L'habitant maîtrise ainsi à nouveau toute la chaîne.

La presse hydraulique

Après trois mois d'apprentissage, les ouvriers manient les presses à mains. La production est moins grande, mais aussi bonne. Une

petite unité s'installe dans le bidonville avec une presse à main. Les Ateliers contrôlent prix et qualité qui sont alignés à la production de la presse hydraulique. Sans presse hydraulique, nous n'aurions jamais pu garantir prix et qualité.

A chaque fois, réfléchir au chantier, réfléchir avec la population, et observer; ne jamais rejeter d'emblée une proposition, mais l'aligner sur le désir et les possibilités de ces habitants qui devront eux-mêmes changer leur habitat, mais aussi leur devenir.

La qualité de la production

Ne jamais transformer un artisan qui effectue un travail noble en un ouvrier qualifié dont le geste se répète mille fois par jour.

La production

Ce qui est produit doit être mieux que ce qui est importé, adapté aux conditions locales, et moins cher. Ce n'est qu'à ces conditions qu'une unité de fabrication installée en milieu bidonville pourra vendre dans son milieu, mais aussi à l'extérieur, c'est-à-dire en médina et en ville, afin qu'une masse d'argent revienne dans la zone faiblement monétarisée.

Une architecture adaptée

La fenêtre haute implique tables, chaises, fauteuils européens; la fenêtre basse mauritanienne permet au contraire la vie mauritanienne sur coussins, poufs et tapis; l'artisanat local continue à produire et à vendre.

La cuisine enfermée et sur paillasson, à l'europeenne, la cuisson au gaz, demandent casseroles et ustensiles d'importation. La cuisine couverte, mais au sol, au charbon de bois, permet aux habitants l'utilisation d'ustensiles fabriqués sur place.

Un matériau isolant comme la

Suite page 51



54 Voûte / Gewölbe. 55 Assemblée sous la tente de l'Atelier d'Etudes Sociales / Dorfversammlung im Zelt des Atelier d'Etudes Sociales.
56 Le four à chaux / Kalkofen. 57 La briquetterie / Backsteinherstellung.



MEHDI KAZEMI

Développement et dépendance

Une lettre de Téhéran

Au moment où nous prenons en considération les différents aspects de l'intervention des conseillers techniques et des architectes, ingénieurs et autres spécialistes des pays riches de l'Occident dans la conduite du développement des pays arriérés, nous devons nous confronter à différents problèmes dont l'examen n'est pas sans importance.

Il est évident que l'examen de la collaboration des na-

Ainsi, il devient impossible d'occulter la fonction qui incombe aux spécialistes intervenant dans les pays arriérés, fonction constituant, pour la part qui lui revient, un des éléments déterminants de cette forme de collaboration.

Dans les faits, nous nous sommes trouvés dans une situation maintes fois constatée et décrite, caractérisée par les manques et les échecs de l'intervention des conseillers techniques, en matière de plans de développement, de projets d'industrialisation, de croissance urbaine et régionale. Force est de relever que les défauts des modèles imposés et les avis irréalistes et infondés des conseillers techniques n'ont – malgré des changements plus ou moins importants – rencontré que peu de succès et généralement n'ont abouti qu'à des résultats décevants, nous mettant face à la faillite de ce type même de projet.

Or, les spécialistes concernés, au lieu de s'attacher à l'analyse des faits et des dé-

fauts consécutifs, au lieu de voir la cause fondamentale de leur échec dans les conditions mêmes de leur collaboration et dans la compréhension qu'ils ont des réalités des pays arriérés, s'entêtent à ressasser des arguments intéressés et conservateurs du type «manque de pouvoir exécutif de la part des responsables locaux» ou «désintérêt de la population pour le développement», ou «taux de croissance démographique trop élevé», ou encore «accélération excessive du rythme de développement». Ce faisant, ils se déchargent aussi de leur propre responsabilité. Ils n'accordent que peu d'importance à l'argument qui place la cause de ces échecs – dans la mesure où elle n'est pas volontaire – dans l'absence de connaissance des réalités des pays arriérés.

Cependant, vu les nécessités actuelles et les dispositions pratiques à prendre en conséquence, non seulement la collaboration des architectes et autres conseillers techniques n'est pas près de diminuer

tions riches et des effets d'entraînement de l'intervention de leurs spécialistes s'inscrit dans le contexte mondial des rapports de domination et doit se faire dans le cadre de conditions de dépendance économique et politique. En effet, la participation des spécialistes cités aux projets relatifs aux régions arriérées se situe généralement dans un objectif de renforcement de la dépendance.

dans l'avenir immédiat, mais encore va-t-elle augmenter. La place des spécialistes dans le cadre des pays arriérés va donc croître en importance. Certes, ces pays vont essayer de stimuler la formation de leurs propres cadres et spécialistes et diminuer ainsi leur dépendance par rapport aux pays riches du centre. Mais pour l'instant, la participation de spécialistes ou l'exportation de conseils et de services techniques du monde développé apparaît comme une nécessité inévitable.

Les expériences récentes démontrent clairement que le recours aux démarches technologiques et théoriques dites conventionnelles ne peut répondre aux besoins des pays arriérés.

En d'autres termes, la prise en considération des besoins mentionnés implique une manière de faire des projets et de prodiguer des conseils techniques en matière de développement qui doit se placer au contraire en dehors des moules conventionnels conçus en

fonction du maintien et du renforcement des intérêts de domination, pour retrouver la réalité et le but de leur raison d'être ainsi que pour s'ouvrir au développement et au changement et rechercher les causes des différentes formes de sous-développement.

Enfin, la réussite de cet impératif va de pair avec la lecture réaliste des problèmes liés au sous-développement et avec la connaissance des conditions actuelles et des procédés qui peuvent faire reculer les macrostructures historiques engendrant le sous-développement.

Ce n'est que dans ce contexte que l'on peut espérer que les objectifs de développement se profilent dans une orientation claire et bien définie et que les projets, au lieu de se perdre dans des tiroirs ou armoires, deviennent un élément de développement et de changement, et d'amélioration des conditions de vie des formations sociales des pays arriérés. ■

Suite de la page 50

terre, des toitures en coupole ou en voûte, permettent de se protéger de la chaleur et des moustiques.

Les coupoles sont belles, les manufactures artisanales lancées

ou à lancer semblent être en bonne voie. Les briques sont résistantes; la population croit au projet.

Aurons-nous d'autres surprises moins agréables? Aurons-nous suffisamment de subventions pour réussir ce tour de force avec

12 000 habitants qui croupissent dans des conditions de grande misère? Trois ou quatre ans encore et l'avenir donnera raison aux pessimistes qui doutent toujours ou aux optimistes maladifs que nous sommes.

Une population déshéritée

cherche à se prendre en charge. Il ne s'agit pas de lui apporter une technique ou des médicaments pour soigner les enfants malades. Il nous faut l'écouter et l'appuyer pour qu'elle réalise son rêve le plus légitime, le droit à la vie et non à la survie. ■